

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE
Tél: 04.84.35.42.68
olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr
Dossier n°2025-32-URG

Marseille, le **24 JAN. 2025**

**Arrêté n°2025-32-URG prescrivant les mesures d'urgence relatives à la mise en sécurité et à la surveillance
environnementale à mettre en œuvre par la société ADI SOCOVA à la suite de l'accident survenu
le 20 janvier 2025 sur son site de Sénas**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.512-20, R.512-69 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 novembre 2001 autorisant la société SOCOVA à exploiter une usine de tubes soudées à Sénas (13560) ;

VU le courrier de l'exploitant du 30 juin 2021 actualisant le tableau de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement concernant les activités de son site de Sénas ;

VU le déversement accidentel du 20 janvier 2025 de lubrifiant, le CONDATUB SL 498, au point de rejet dans le milieu récepteur du site de la société, le canal des Alpilles puis dans la Durance ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2025 faisant suite à ce déversement accidentel ;

CONSIDÉRANT qu'un déversement accidentel de lubrifiant, le CONDATUB SL 498, s'est produit le 20 janvier 2025 sur le site de l'usine de fabrication de tubes soudés exploitée par la société ADI SOCOVA à Sénas, au point de rejet dans le milieu récepteur, le canal des Alpilles puis dans la Durance ;

CONSIDÉRANT que ce déversement peut être à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite du signalement de l'Office Français de la Biodiversité, l'inspection des installations classées a réalisé le 23 janvier 2025 une visite de contrôle du site ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises par l'exploitant suite à cet incident l'ont conduit à prendre des dispositions en urgence pour réduire les rejets d'effluents non conformes vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 23 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les travaux de mise en sécurité des installations et des réseaux doivent en urgence être finalisés ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de prescrire en urgence la mise en sécurité du site, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de cet accident ;

CONSIDÉRANT que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise et à la suppression de la pollution ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L.512-20 du code de l'environnement, le représentant de l'État peut prescrire, sans avis du CODERST en cas d'urgence, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts des articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société ADI SOCOVA, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé au 100 route d'Eyguières 13560 Sénas, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Sénas.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus dans le présent arrêté et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

2.1 – L'exploitant est tenu de procéder aux **mesures immédiates** suivantes :

- mettre en sécurité les installations du site à l'origine du rejet de CONDATUB SL 498 non conforme dans le milieu naturel, notamment au niveau des réseaux et du bassin de rétention côté canal d'une capacité minimale de 237 m³. Il s'assure à cet effet que les équipements ayant contenu le produit rejeté accidentellement sont isolés du milieu naturel et que l'ensemble des dispositifs de confinement sont opérationnels et efficaces (équipements et vannes étanches, barrages, etc.) ;
- prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution du milieu et plus particulièrement éviter la contamination des sols au niveau de la fuite suspectée dans les réseaux sous la dalle béton de l'usine, au niveau de la tronçonneuse (la ligne T4), de la nappe phréatique et des eaux superficielles du point de rejet dans le canal des Alpilles et la Durance, notamment par le nettoyage des zones impactées et des réseaux empruntés par les effluents contaminés. L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour procéder aux opérations de curage/pompage dans les meilleurs délais ;
- contrôler avant remise en service les équipements ayant été concernés par la fuite (bassin, buses, tuyauteries, vannes, instrumentation, etc.). Ces équipements ne sont remis en service que lorsque les causes de la fuite sont identifiées, les mesures correctives mises en place et l'ensemble des contrôles prévus par la réglementation pour garantir son intégrité et son aptitude aux services ont été réalisés ;
- mettre en place des mesures conservatoires immédiates visant à caractériser la nature des rejets et surveiller l'impact de l'évènement sur l'environnement ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne. Notamment, ces rapports et éléments sont à transmettre **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

2.2 – L'exploitant informe régulièrement l'inspection des installations classées des mesures prises pour respecter les dispositions de l'article 2.1. du présent arrêté.

Article 3 : Rapport d'accident

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées **dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Il comporte notamment :

- les circonstances détaillées et la chronologie de l'accident (incluant les schémas des réseaux) ;
- les substances dangereuses en cause ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident ;
- les derniers contrôles des équipements incriminés ;
- l'analyse des défaillances relevées ;
- l'analyse des causes profondes de l'accident (les conditions qui ont mené à la ou les défaillances – cf. liste générale en annexe) ;
- les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement (constats et première évaluation des impacts environnementaux et sanitaires) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations réalisées.

Article 4 : Évaluation de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

4.1- Elaboration d'un plan de prélèvements

La société ADI SOCOVA élabore et transmet à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre selon les modalités décrites ci-après, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Ce plan comporte notamment :

- un état des lieux concernant le ou les termes sources du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'accident ;
- une évaluation de la nature ainsi que des quantités de produits et de substances de décomposition susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement, notamment dans les sols, la nappe phréatique, au niveau du point de rejet vers le milieu récepteur, dans le canal des Alpilles et la Durance, compte-tenu des conditions de développement de l'accident ;
- un inventaire des cibles potentielles exposées aux conséquences du sinistre ;
- un schéma conceptuel représentant les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation ;
- la détermination des zones maximales d'impact au regard des enjeux en présence ;
- une proposition de plan de prélèvements conservatoires dans les matrices identifiées comme étant pertinentes au regard des points précédents est élaboré. Ce plan :
 - o précise la fréquence de prélèvements et la durée de mise en œuvre ;
 - o prévoit également des prélèvements dans une zone témoin non impactée par le sinistre ;
- la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions aqueuses du sinistre.

Le plan de prélèvements défini au présent article est mis en œuvre après consultation de l'inspection des installations classées et de la police de l'eau **dans un délai de 20 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

4.2 Résultats au fil de l'eau

Les résultats des analyses effectuées sont communiqués par l'exploitant à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la police de l'eau **au fur et à mesure de leur disponibilité.**

4.3 Information du public

L'exploitant informe les collectivités concernées et les riverains **immédiatement** exposés sur les mesures de précaution sanitaires à prendre en cas de détection de valeurs de polluants le nécessitant, en lien notamment avec l'Agence Régionale de Santé.

En cas d'impact avéré, l'exploitant élabore un plan de gestion des actions à engager en vue de supprimer les impacts sanitaires et environnementaux selon une méthodologie approuvée par un organisme agréé au titre de l'article L.211-5-1 du code de l'environnement.

4.4 Synthèse de la surveillance environnementale réalisée

Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Les résultats d'analyses sont interprétés selon la démarche d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM).

En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires est réalisée et l'exploitant propose des mesures de gestion des risques adéquates.

Ces documents sont transmis à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la police de l'eau **sous 2 mois.**

Article 5 : Plan de gestion en vue de supprimer les impacts sanitaires et environnementaux

Au regard des conclusions de la mise en œuvre du plan de surveillance environnementale, en cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion des actions à engager en vue de supprimer les impacts sanitaires et environnementaux selon une méthodologie approuvée par un organisme agréé au titre de l'article L.211-5-1 du code de l'environnement.

Les travaux proposés dans le plan de gestion sont mis en œuvre après consultation de l'inspection des installations classées et de la police de l'eau **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Les frais liés à la mise en œuvre du plan de gestion sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Gestion des déchets liés au sinistre

Un programme de gestion des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) est transmis à l'inspection des installations classées **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées. Les comptes-rendus des opérations de nettoyage, d'élimination des déchets et des mesures curatives susmentionnées sont adressés, à l'inspection des installations classées dans un **délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution des milieux.

Article 7 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 8 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Article 9 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le Maire de Sénas,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
 - Les Services de Gendarmerie,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **24 JAN. 2025**

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA

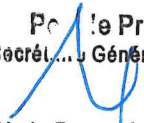
ANNEXE

L'analyse des causes profondes de l'accident devra examiner toutes les conditions qui ont mené à la défaillance, notamment :

- facteur humain – négligence, distraction, oubli, ... ;
- les facteurs organisationnels ;
- formation / qualification des personnels ;
- organisation du travail ou encadrement (définition et répartition des tâches, rôles et responsabilités,...) ;
- environnement physique de travail hostile ou défavorable (saleté, bruit,...) ;
- environnement psychosocial de travail (stress, pression productive, objectifs incompatibles,...) ;
- ergonomie inadaptée (accessibilité, adaptation des équipements, poste de travail,...) ;
- procédures et consignes (inexistantes ou inadaptées, ambiguës, non-actualisées,...) ;
- identification des risques (analyse des risques inexistante/insuffisante,...) ;
- choix des équipements et procédés (dimensionnement, matériaux,...) ;
- culture de sécurité insuffisante ;
- prise en compte insuffisante du retour d'expérience ;
- organisation des contrôles (absence, planification insuffisante, non-prise en compte des résultats,...) ;
- communication (conditions ne permettant pas la transmission efficace des informations) ;
- autres (préciser) ;
- facteur impondérable :
- vice de fabrication/ changement de spécifications par un fournisseur...

Toutes les mesures prises ou envisagées pour éviter la récurrence d'un incident similaire seront examinées, notamment :

- modifications matérielles (ajout/amélioration de dispositifs de sécurité, moyens incendie, de lutte contre la pollution, dispositions constructives,...) ;
- améliorations organisationnelles :
- révision / rédaction de consignes / procédures (exploitation, sécurité, intervention,...) ;
- renforcement de la formation des personnes impliquées ;
- redéfinition des rôles et responsabilités de chaque intervenant ;
- amélioration des conditions de travail (ergonomie du poste,...) ;
- amélioration des contrôles (fréquence, type, étendue,...) ;
- révision/réalisation d'une analyse de risques (d'une étude de dangers) ;
- réalisation d'exercices (plus fréquents, plus ciblés,...) ;
- autres (à préciser)...

Par le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2025-32-URG

DU 24 JAN. 2025